



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

43<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 2<sup>e</sup> SESSION

---

# Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie

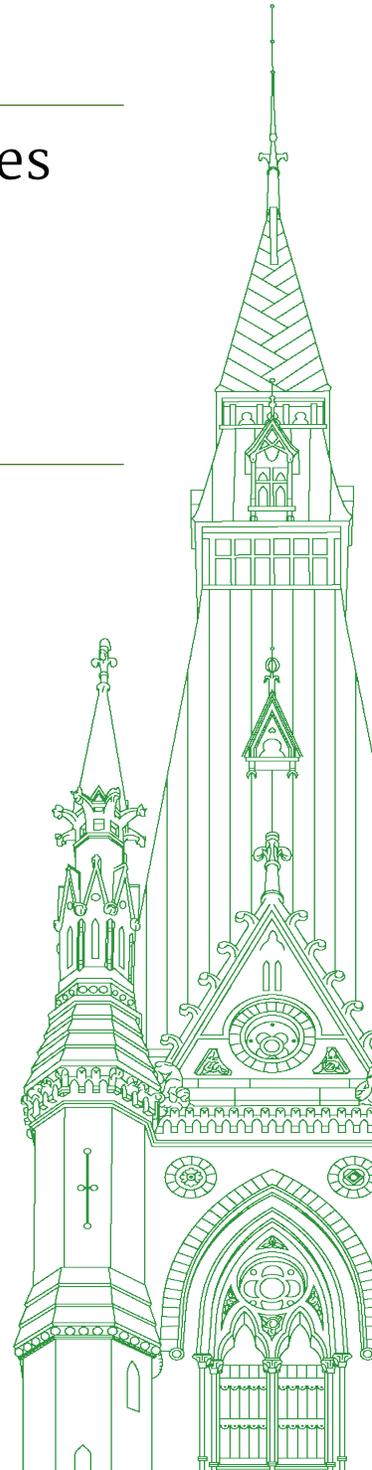
TÉMOIGNAGES

**NUMÉRO 002**

Le jeudi 29 octobre 2020

---

Présidente : Mme Sherry Romanado





## Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie

Le jeudi 29 octobre 2020

• (1105)

[Traduction]

**La présidente (Mme Sherry Romanado (Longueuil—Charles-LeMoyne, Lib.)):** La séance est ouverte.

Bienvenue à la deuxième réunion du Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie. La réunion d'aujourd'hui est une réunion hybride, conformément à l'ordre de la Chambre daté du 23 septembre 2020.

La réunion sera diffusée sur le site Web de la Chambre des communes.

Sachez qu'en ligne, on voit toujours la personne qui parle plutôt que le Comité en entier.

Je vais énoncer quelques règles à suivre pour que la réunion se déroule bien.

Les membres du Comité et les témoins peuvent parler dans la langue officielle de leur choix. Nous avons des services d'interprétation. Au bas de l'écran, vous pouvez choisir entre le parquet, l'anglais ou le français. Les membres qui participent en personne procèdent comme ils le font habituellement lors des réunions qui se tiennent dans une salle de comité. N'oubliez pas les directives du Bureau de régie interne concernant les masques et les protocoles en matière de santé. Avant de prendre la parole, attendez que je vous nomme. Si vous participez par vidéoconférence...

**Une voix:** J'ai l'impression que personne ne peut entendre.

**La présidente:** ... cliquez sur l'icône du microphone pour l'activer.

Quant aux personnes qui sont dans la salle, c'est l'agent des délibérations et de la vérification qui va contrôler vos microphones, comme d'habitude.

**Le greffier du Comité (M. Michael MacPherson):** Puis-je vous interrompre? Je suis désolé, madame la présidente.

**La présidente:** Oui?

**Le greffier:** Nous n'avons pas de son avec l'application Zoom.

Je vais vous demander de suspendre la séance afin que nous corrigions le problème de son.

• (1110)

**La présidente:** D'accord. Je vais suspendre la séance pour un petit moment.

Merci.

• (1110)

(Pause)

• (1115)

**La présidente:** Nous reprenons. Je suis désolée des difficultés techniques.

Quand vous ne parlez pas, je vais vous demander de désactiver votre microphone.

En ce qui concerne la liste des intervenants, je l'ai sous les yeux et je vais vous faire savoir que vous êtes le prochain intervenant. Comme je le fais normalement, je vais lever un carton jaune quand il vous reste 30 secondes, et un carton rouge quand votre temps est écoulé.

Juste avant de donner la parole à nos témoins, il y a un point dont nous devons nous occuper.

Les membres du Comité devraient avoir une copie du premier rapport du Sous-comité du programme et de la procédure. Si nous pouvions l'adopter rapidement, nous pourrions ensuite nous concentrer sur nos témoins d'aujourd'hui.

Êtes-vous d'accord pour que soit adopté le rapport du Sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie?

**Des députés:** D'accord.

**La présidente:** C'est parfait. Le rapport est adopté.

Conformément aux ordres de renvoi 110 et 111, le Comité se réunit aujourd'hui pour étudier la nomination par décret de Lisa Campbell au poste de présidente de l'Agence spatiale canadienne, dont il a été saisi le vendredi 2 octobre, ainsi que la nomination par décret de Marsha Walden au poste de présidente-directrice générale de la Commission canadienne du tourisme, dont il a été saisi le vendredi 25 septembre.

J'invite maintenant Mme Campbell à nous présenter sa déclaration liminaire.

Vous avez un maximum de sept minutes, après quoi nous écouterons la déclaration liminaire de notre deuxième témoin, Mme Walden. Nous passerons ensuite aux questions.

Sur ce, je laisse la parole à Mme Campbell.

Vous avez sept minutes au maximum.

**Mme Lisa Campbell (présidente, Agence spatiale canadienne):** Merci beaucoup.

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de vous rencontrer virtuellement. J'espère que chacun d'entre vous et les membres de votre famille se portent bien.

Je me suis jointe à l'Agence spatiale canadienne en septembre dernier. Avocate de profession, j'ai travaillé au cours des 30 dernières années environ dans les secteurs privé et public, et j'ai acquis de l'expérience dans les domaines de l'application du droit de la concurrence, de la réglementation sur les données et des marchés publics, entre autres.

Je suis accompagnée aujourd'hui par mes collègues Luc Brûlé, vice-président, Science et technologie, et Mary Preville, vice-présidente par intérim, Politiques du programme spatial.

En guise d'avertissement pour les interprètes, je vais passer à l'autre langue.

[Français]

L'Agence spatiale canadienne a accompli des choses extraordinaires, et nous croyons que le secteur spatial peut contribuer énormément à la reprise économique au Canada, en cette période de crise sans précédent.

[Traduction]

Le travail de l'Agence est axé sur trois domaines.

En premier lieu, le plus évident peut-être, ce sont les activités d'exploration spatiale. Nous dirigeons la participation du Canada au programme de la Station spatiale internationale, le Programme des astronautes canadiens et des missions scientifiques visant à explorer le système solaire.

Ensuite, et c'est un domaine d'investissement et d'intérêt croissant dans le monde entier, les données précieuses des satellites d'observation de la Terre nous aident à comprendre notre planète, à gérer nos ressources naturelles et bien plus encore. De plus en plus, nous pouvons maximiser l'utilisation des données satellitaires de grande qualité pour répondre aux besoins des Canadiens et assurer leur protection, et pour stimuler l'innovation et le développement économique. La mise en orbite accélérée des satellites commerciaux, la mise en place de technologies de télécommunications encore plus rapides et l'avènement des missions interplanétaires accentuent l'importance des données dans le secteur spatial. Notre mission de la Constellation RADARSAT s'inscrit dans cette tendance. Ses trois satellites fournissent des données pour la recherche sur le climat, la sécurité et les applications commerciales. Il est essentiel d'exploiter toutes les possibilités offertes par ces données pour que le Canada demeure compétitif sur le marché mondial.

Enfin, nous nous efforçons de soutenir la science et la technologie dans de nombreux domaines, notamment l'optique, la santé, la robotique, les télécommunications par satellite et les radars. Nous développons ces secteurs d'innovation au Canada et nous nous préparons à de nouvelles missions.

En 2019, le gouvernement a lancé une nouvelle stratégie spatiale pour le Canada: Exploration, Imagination, Innovation. Avec la brillante équipe de l'Agence spatiale canadienne, nous faisons progresser le programme spatial au Canada et à l'étranger, ce qui place le secteur spatial canadien sur la voie du succès. Le retour sur investissement est énorme dans le secteur spatial, un secteur en croissance. Au cours des 20 prochaines années, la taille de l'économie spatiale mondiale va presque tripler pour atteindre 1 billion de dollars. À l'Agence spatiale canadienne, nous sommes déterminés à faire en sorte que les chercheurs, les entrepreneurs et les investisseurs canadiens puissent tirer parti de ce marché mondial en émergence. Nous voulons les aider à contribuer à la reprise économique

mondiale, tout en continuant à générer des retombées socio-économiques ici même au pays.

Ces derniers mois, nous avons multiplié les contacts auprès de l'industrie, des universités et de nos homologues étrangers. Nous avons participé à des conférences internationales de la communauté spatiale du G20 et au Congrès international d'astronautique. Comme le reste du monde, nous nous préparons à des missions passionnantes vers la Lune et plus loin encore.

Nous sommes fiers d'avoir assuré la participation du Canada à la prochaine grande collaboration internationale dans l'espace, le programme de la station spatiale lunaire Gateway. Le Canada fournira le Canadarm3. Nous faisons également partie des huit pays qui ont signé les accords Artémis, il y a quelques semaines. Selon nous, ces accords contribueront à créer un environnement transparent pour l'exploration spatiale, la recherche scientifique et les activités commerciales dans l'espace. Nous continuerons à soutenir le développement de technologies de pointe dans le domaine de l'exploration spatiale, comme l'intelligence artificielle, la robotique avancée et la santé, qui feront l'objet de démonstrations lors de futures missions lunaires.

Ces investissements ont permis au Canada de jouer un rôle essentiel dans des missions internationales, comme OSIRIS-REx, dont vous avez peut-être entendu parler récemment dans les nouvelles. Nous venons de prélever un échantillon à la surface d'un astéroïde. La contribution cruciale du Canada à cette mission a été reconnue dans le monde entier. Notre expertise a permis d'en assurer le succès.

Dans un pays aussi vaste que le nôtre, l'observation de la Terre depuis l'espace nous aide à soutenir les Canadiens, à exercer notre souveraineté et à gérer nos ressources naturelles. Les progrès dans l'apprentissage machine, dans l'analyse des mégadonnées et dans les techniques d'intégration des données révolutionnent le domaine de l'observation de la Terre à un moment où il y a une forte demande de renseignements détaillés sur notre planète.

[Français]

Nous osons imaginer un avenir où tous les Canadiens, quel que soit leur secteur d'activité, ont un accès illimité à des plateformes numériques faciles à utiliser; un avenir où les données sont transformées en renseignements servant, par exemple, à publier des préavis sur la qualité de l'air et la gestion des catastrophes; un avenir où les villes peuvent planifier efficacement des projets d'infrastructures encore plus écologiques et où les organismes de réglementation ou les acteurs de l'industrie peuvent détecter les défaillances des infrastructures; un avenir où les agriculteurs peuvent visualiser la condition et le rendement des cultures, ce qui permet de prévoir la fixation des prix par le marché et peut-être même de mieux gérer les goulets d'étranglement prévus dans les transports.

• (1120)

[Traduction]

Aujourd'hui, nous avons mis en place des éléments de cette vision. Notre expérience avec le programme RADARSAT, grâce auquel nous pourrions capter cette année 250 000 images radar de la Terre, signifie que nous disposons d'une base très solide pour croître. Nous allons doter le Canada des données et des outils d'analyse nécessaires pour l'avenir.

Comme tous les secteurs dans le monde, le secteur spatial a été touché par la pandémie de COVID-19 et par les mesures nécessaires pour la contenir. Nous avons redéfini les priorités de certaines de nos activités et de notre financement pour que l'industrie et le milieu universitaire puissent continuer à innover et à profiter des occasions qui vont s'offrir à l'avenir.

Depuis mars, nous avons doublé les investissements financiers à court terme dans nos programmes scientifiques et technologiques, ce qui représente une hausse de 25 millions de dollars par rapport à ce qui était prévu avant la pandémie et un investissement total de 52 millions de dollars au cours des deux prochaines années.

Ces efforts bénéficieront à 90 projets dans de grandes, moyennes et petites entreprises ainsi qu'à 12 universités d'un océan à l'autre. Ils permettront de faire progresser des technologies spatiales prometteuses, d'appuyer la recherche-développement et de soutenir le développement de concepts innovants, ce qui contribuera à développer les talents et à positionner le secteur sur la voie du succès.

Les technologies d'exploration de l'espace sont au cœur des progrès scientifiques. De nombreux motifs justifient l'exploration spatiale, dont l'approfondissement des connaissances scientifiques, qui est de plus en plus essentiel pour notre société. Une valeur intrinsèque découle de l'exploration spatiale, et les sciences spatiales sont une voie riche à cet égard en raison des défis qu'elles posent. Il nous faut voir et envisager l'espace de manière totalement nouvelle. Il nous faut ouvrir l'accès à l'innovation et à la recherche dans le domaine spatial et, compte tenu des nouveaux environnements et des nouvelles situations ainsi que des grandes inconnues de l'espace, mettre à l'épreuve nos systèmes et nos croyances.

Les progrès scientifiques entraînent inévitablement des progrès dans d'autres domaines, et quand ces progrès s'intègrent dans notre quotidien, ils contribuent au bien collectif et créent de nouvelles industries.

Je vois que mon temps est écoulé. Merci beaucoup, madame la présidente.

L'exploration spatiale nous permet de mieux nous comprendre, de mieux comprendre notre planète et de mieux comprendre l'Univers.

Je vous remercie.

**La présidente:** Merci beaucoup, madame Campbell.

Nous allons maintenant écouter Mme Walden.

Je précise que vous n'avez plus besoin de changer de langue. Avec la dernière version de Zoom, vous pouvez tout simplement choisir l'interprétation ou votre langue de choix. Si vous passez d'une langue à l'autre, choisissez le parquet. Vous pouvez alors parler dans la langue que vous voulez. Faites simplement une pause avant de changer de langue, je vous prie.

Sur ce, madame Walden, vous avez la parole pour un maximum de sept minutes.

**Mme Marsha Walden (présidente-directrice générale, Commission canadienne du tourisme):** Bonjour à tous.

Je vous remercie de m'avoir invitée à prendre la parole devant le Comité aujourd'hui.

Je tiens à souligner que je vous parle depuis les territoires traditionnels des peuples Salish du littoral, c'est-à-dire des nations Squamish, Tsleil-Waututh et Musqueam.

Je m'exprimerai principalement en anglais, tout en faisant certaines remarques en français.

[Français]

Le français est ma deuxième langue. À ma nomination, je me suis engagée à améliorer mon français et c'est un engagement que je prends très au sérieux.

Les deux langues officielles sont largement parlées dans notre entreprise. Je suis très fière de l'équipe, composée à 35 % de gens bilingues.

[Traduction]

J'évolue dans le secteur du tourisme depuis maintenant sept ans, tout d'abord à l'échelon provincial et maintenant au niveau fédéral.

Jamais ce pays et le monde entier n'ont connu de situation aussi désastreuse pour l'ensemble d'un secteur — un secteur qui emploie 1 Canadien sur 10, c'est-à-dire 1,9 million de personnes dans toutes les régions du pays et dont la contribution annuelle au PIB est de 44 milliards de dollars.

Bien que j'aie été invitée à cette réunion pour me présenter et parler de ma récente nomination à titre de présidente-directrice générale de Destination Canada, il m'apparaît impératif de présenter le contexte général du secteur, parce qu'il explique en partie mon dévouement envers ce dernier et la raison pour laquelle j'ai posé ma candidature à ce poste.

J'ai occupé divers postes de haute direction en gestion stratégique et en renouvellement organisationnel, en marketing et en communications, en responsabilité sociale de l'entreprise, en gestion des opérations et en innovation commerciale. J'ai travaillé auprès d'entreprises de nombreux secteurs phares du Canada, mais c'est dans le tourisme que j'ai trouvé ma véritable vocation.

En 2013, je suis devenue présidente-directrice générale de Destination British Columbia, qui était à l'époque une toute nouvelle société d'État provinciale. J'y ai dirigé des stratégies d'avant-garde pour favoriser le développement touristique, de même que des programmes de marketing au rendement fondé sur les données qui ont été reconnus à l'échelle nationale.

Ces efforts ont été réalisés dans une grande mesure en collaboration avec Destination Canada ainsi qu'avec nos partenaires provinciaux, régionaux et municipaux. Nous faisons tous partie du volet tourisme d'Équipe Canada.

● (1125)

[Français]

Quand Destination Canada cherchait à pourvoir le poste de PDG, j'ai senti que je devais présenter ma candidature, parce que je savais que le secteur allait devoir relever des défis. Toutefois, je dirais que les possibilités qui s'offrent à nous sont une source de motivation encore plus grande.

[Traduction]

Je suis profondément convaincue que le tourisme améliore la qualité de vie de tous les Canadiens. Il fait vivre les restaurants et les lieux de divertissement que nous fréquentons, les galeries d'art et les musées que nous visitons, les festivals et aquariums où nous emmenons nos enfants, et il soutient une grande diversité d'emplois locaux qui ne peuvent pas être exportés. Du personnel hôtelier aux pilotes d'hélicoptère, le tourisme est le secteur qui emploie le plus de jeunes et de femmes au Canada.

Aujourd'hui, le secteur risque toutefois de perdre plus de la moitié des emplois liés à l'économie touristique. Après cinq années de croissance — et à l'aube de ce qui devait être une décennie de forte croissance —, nous prévoyons que le secteur ne retrouvera pas avant 2024 les niveaux de 2019.

Les recettes touristiques sont particulièrement touchées par la pandémie de COVID-19. C'est la saison estivale qui génère la plus grande partie des recettes dans notre industrie, mais elle a été catastrophique. Les répercussions ont une étendue extrêmement vaste. Pensez à des événements merveilleux de notre sphère sociale, tels que le Stampede de Calgary, le Festival Juste pour rire de Montréal, le Sunrise Festival d'Inuvik et tant d'autres qui ont été annulés.

Pensez à l'ensemble plus large des secteurs faisant partie intégrante du tourisme, notamment les compagnies aériennes, les croisières et les restaurants, qui sont en grande partie fermés ou qui fonctionnent à perte. Ces secteurs soutiennent les fleuristes, les agriculteurs, les pêcheurs et les festivaliers. Le tourisme génère des retombées économiques, socioculturelles et environnementales dans les collectivités, grandes et petites, de tout le pays.

Depuis le début de la pandémie, le travail à Destination Canada a rapidement évolué. Normalement, notre rôle consiste à nous concentrer principalement sur le volet « exportation » de l'économie touristique, les activités de marketing international et les efforts visant à stimuler la demande et à réaliser des travaux de recherche servant à informer l'industrie et le gouvernement.

Nous avons réalisé tout de suite que la reprise commencerait à l'échelle hyperlocale et nous avons consacré 30 millions de dollars au marketing national en fournissant des fonds aux provinces et aux territoires — qui ont fourni des sommes équivalentes — pour maintenir notre présence et appuyer les collectivités locales.

[Français]

Nous avons également changé d'orientation sur le plan national en travaillant avec nos partenaires.

Nous savons qu'en 2019, les voyageurs canadiens ont dépensé 40 milliards de dollars à l'étranger. La situation actuelle nous offre une occasion unique de bénéficier au pays de ces dépenses généralement faites à l'étranger.

[Traduction]

Nous continuons de fournir à notre industrie et au gouvernement des données et des prévisions au moment opportun afin d'éclairer leurs décisions et de les aider à définir les politiques. À l'échelle internationale, nous nous efforçons de maintenir nos relations avec nos comptes principaux afin que le Canada demeure en tête de liste dans notre filière lorsque les voyages internationaux pourront reprendre en toute sécurité.

Pour ce qui est du tourisme, la reprise représente un défi national qui exige une collaboration approfondie, à tous les niveaux de l'industrie et du gouvernement, afin de réaliser pleinement son potentiel. Ensemble, nous pouvons repenser notre industrie pour qu'elle renaisse de ses cendres et devienne plus compétitive — un secteur qui contribuera encore plus vigoureusement au bien des collectivités et de la population de notre pays.

Merci.

● (1130)

**La présidente:** Merci beaucoup.

Nous allons maintenant entamer notre premier tour de questions.

Notre premier intervenant est le député Baldinelli. Vous avez la parole pour six minutes.

Merci.

**M. Tony Baldinelli (Niagara Falls, PCC):** Merci, madame la présidente.

Je tiens à remercier notre témoin et à la féliciter de sa nomination au poste de présidente-directrice générale de Destination Canada. Elle accède à cette fonction à un moment critique pour notre secteur du voyage et du tourisme.

J'ai eu le plaisir de passer en revue le rapport sur l'état de l'industrie. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il contient des chiffres effarants. Vous indiquez que, si la frontière demeure fermée jusqu'à la fin de 2020, une perte de recettes touristiques de 61 % est à prévoir. Dans ma propre collectivité, Niagara Falls, c'est environ 70 %. Vous prévoyez également que le retour aux niveaux de 2019 ne se produira qu'en 2024. Vous précisez que si c'est le cas, « notre économie devra essuyer une perte catastrophique ». Ce sont les mots employés par votre propre organisme.

Nous avons perdu environ 354 000 emplois. Selon Statistique Canada, nous pourrions perdre jusqu'à 500 000 emplois d'ici la fin de l'année. On peut lire, dans votre rapport, que « [d']autres emplois disparaîtront si rien n'est fait pour remédier à la situation ».

Madame Walden, est-ce que Destination Canada — votre organisme, où vous travaillez avec le gouvernement fédéral — vous a consultée en vue de l'élaboration d'un plan de relance du secteur touristique en particulier?

**Mme Marsha Walden:** Je vous remercie de votre question.

Oui. Nous élaborons des stratégies depuis le début de la période d'intervention et de secours immédiats, comme nous l'appelons, et nous sommes impatients d'en arriver aux étapes de relance et de résilience qui vont nous permettre de raviver notre secteur. Nous avons aussi fait beaucoup de recherche et fourni des renseignements sectoriels à l'appui du travail de prise de décisions et d'élaboration de politiques d'ISDE et de nos collègues ministériels. Nous travaillons en très étroite collaboration avec notre conseil à l'élaboration de stratégies qui vont permettre la reprise la plus rapide possible de notre secteur.

Bref, je dirais que nous collaborons très étroitement afin de soutenir l'élaboration de politiques axées sur le tourisme et d'orienter la prise de décisions qui vont permettre la relance.

**M. Tony Baldinelli:** Pour revenir à votre rapport, il est indiqué qu'il faut « montrer la lumière au bout du tunnel », que le taux de visites est particulièrement bas de novembre à mars, et que de nombreuses entreprises doivent décider si elles restent ouvertes ou ferment leurs portes. J'y vois un appel à l'action lancé au gouvernement fédéral en faveur de mesures précises pour aider ce secteur, comme nous le réclamons depuis le mois de mars.

Je vous pose donc la question suivante: avons-nous besoin d'un plan de relance expressément axé sur le secteur du tourisme?

**Mme Marsha Walden:** Comme tous les secteurs, nous travaillons actuellement à la préparation d'initiatives précises pour permettre le tourisme, intérieur et international. Le rôle de Destination Canada consiste à s'assurer d'avoir des stratégies en place pour faire face à toutes les conditions du marché. Les conditions actuelles sont, bien entendu, extrêmement difficiles, mais nous avons bel et bien un plan d'action pour nous mener à la relance. Nous travaillons en étroite collaboration avec le gouvernement pour nous assurer d'avoir une vision commune de la façon de le faire.

**M. Tony Baldinelli:** Merci.

La plupart des intervenants à qui je parle me disent qu'il faut, si on veut élaborer un plan, commencer à utiliser des tests de dépistage rapide, un outil indispensable pour relancer le tourisme.

Êtes-vous d'accord?

**Mme Marsha Walden:** Je pense que la plupart des parties concernées dans notre secteur cherchent des solutions novatrices pour rouvrir les frontières de la façon la plus sécuritaire possible. Je crois que le gouvernement et les autorités sanitaires explorent toutes les possibilités.

Nous ne serions pas appelés à participer directement à ce genre de décision, mais je trouve encourageant de voir que notre secteur propose des solutions novatrices et que le gouvernement les prend en considération.

**M. Tony Baldinelli:** Dans votre déclaration, vous avez parlé du rôle de Destination Canada. Vous avez commencé en août — je parle du fonds de 30 millions de dollars — à travailler avec les organismes de marketing de destinations des provinces et des territoires, ce qui est excellent. C'est un départ. Vous avez aussi mentionné vouloir cibler les 40 milliards de dollars que les Canadiens dépensent à l'étranger pour qu'ils le soient au pays.

J'ai donc été un peu surpris de voir dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) pour 2021 que le gouvernement fédéral n'accorderait pas d'argent frais à la Commission canadienne du tourisme, maintenant appelée Destination Canada.

Qu'en pensez-vous?

• (1135)

**Mme Marsha Walden:** Nous travaillons avec le budget qui nous est alloué. Nous en faisons le meilleur usage possible dans les marchés qui nous semblent les plus prometteurs.

Nous n'envisageons pas de changements à notre budget pour l'heure. Nous sommes convaincus de pouvoir faire du bon travail avec le budget dont nous disposons.

**M. Tony Baldinelli:** Quel signal le gouvernement envoie-t-il aux entreprises et aux travailleurs du secteur du tourisme à propos des mesures d'aide et des efforts de relance qu'ils attendent lorsqu'il n'accorde pas de fonds additionnels à votre organisme?

Je viens d'une collectivité qui compte 40 000 employés dans le secteur du tourisme. Ils ne veulent plus de la Prestation canadienne de relance économique, ils veulent retourner au travail. Nous avons 4 000 employés de casino qui ne travaillent pas depuis le mois de mars.

Quelles sont les prochaines étapes et que peut faire Destination Canada pour être le plus utile possible?

**Mme Marsha Walden:** Eh bien, Destination Canada peut soumettre ses idées pour contribuer à la prise de décisions. Nous ne prenons pas les décisions.

Je sais toutefois que de nombreuses associations de notre secteur, dont certaines, je crois, ont déjà témoigné devant le Comité, ont soumis des recommandations au gouvernement sur les mesures qu'elles considèrent comme le plus nécessaire et le financement qui pourrait être utile.

**M. Tony Baldinelli:** Plusieurs groupes d'intervenants ont également soumis des recommandations et des suggestions au gouvernement fédéral. L'Association de l'industrie touristique du Canada, par exemple, recommande au gouvernement fédéral de préparer et de mettre en oeuvre un programme de stimulation du tourisme.

**La présidente:** Monsieur Baldinelli, je suis désolée de vous interrompre. Votre temps est écoulé.

**M. Tony Baldinelli:** Êtes-vous d'accord?

**La présidente:** Votre temps est écoulé, malheureusement, mais elle pourrait être en mesure de répondre lors des prochaines questions. Merci.

Monsieur Ehsassi, c'est à votre tour. Vous avez six minutes.

**M. Ali Ehsassi (Willowdale, Lib.):** Merci beaucoup, madame la présidente.

J'aimerais commencer par Mme Campbell.

Madame Campbell, je m'en voudrais tout d'abord de ne pas vous féliciter de votre nomination qui remonte à quelques mois. Compte tenu de votre vaste expérience, je suis convaincue que vous accomplirez un travail extraordinaire.

Vous nous avez parlé des avantages sociaux et économiques de l'Agence spatiale canadienne. Depuis 2015, le gouvernement a investi environ 2,5 milliards de dollars dans l'Agence, mais avant cela, elle a subi des coupes et dû mettre à pied des employés.

Pourriez-vous me parler des répercussions des coupes qu'a subies l'Agence avant 2015?

**Mme Lisa Campbell:** Je n'y étais pas à ce moment, mais les gens m'ont parlé des difficultés qu'engendre toute compression budgétaire.

En examinant notre financement au fil des ans et les dépenses en cours dans le monde, je vous dirais que nous sommes dans une nouvelle économie de l'espace, car les gouvernements et le secteur privé, comme vous avez pu le constater, investissent massivement dans toutes sortes de domaines: l'exploration spatiale, l'orbite terrestre basse, l'acquisition de sources de données. Nous sommes d'avis que le Canada doit se positionner pour être dans la course. Nous devons donc avoir suffisamment d'expertise à l'interne pour superviser les contractants que nous embauchons, et aussi pour soutenir nos ambitions sur la scène internationale.

Le Canada exerce réellement une influence considérable. Lorsqu'on pense aux tables de discussions auxquelles nous sommes invités — je participais dernièrement au International Astronautical Congress —, et même si le Canada est un pays relativement petit, il profite d'une excellente réputation en raison de ce qu'il apporte à la table, notamment sa vaste expertise dans le domaine de la robotique et celui de l'intelligence artificielle. Nous sommes un partenaire fiable et digne de confiance, et nous voulons préserver notre réputation non seulement pour servir le travail que nous sommes en mesure d'accomplir, mais aussi pour servir notre économie.

En effet, l'économie de l'espace génère au pays des revenus annuels de près de 6 milliards de dollars, contribue 2,5 milliards de dollars au PIB et emploie directement 10 000 travailleurs, principalement en science, technologie, ingénierie et mathématiques, qui sont, comme vous le savez, des emplois très bien rémunérés, et indirectement 11 000 travailleurs.

Comme je l'ai mentionné dans ma déclaration, il s'agit d'un secteur de l'économie que l'on s'attend à voir croître. Nous avons des inquiétudes au sujet des dépenses futures. Au sein du G7, nous nous situons auparavant dans la tranche médiane, mais nous sommes maintenant dans celle du bas. Des gens très dévoués au sein de l'Agence me parlent souvent de cet enjeu.

Merci.

**M. Ali Ehsassi:** J'aurais maintenant une question au sujet des accords Artemis. Vous en avez parlé dans votre déclaration liminaire. Pourriez-vous nous dire ce qui a mené à ces accords? Nous sommes un des pays signataires, alors quelle en est leur importance au pays et sur la scène internationale?

• (1140)

**Mme Lisa Campbell:** Oui, nous en avons fait l'annonce au International Astronautical Congress auquel j'ai participé. Nous avons annoncé notre signature à ce moment.

Il s'agit d'un ensemble de principes communs qui ont été élaborés sous l'égide des États-Unis et en collaboration avec les partenaires des accords afin que l'exploration et l'utilisation de l'espace extratmosphérique se fassent de façon sécuritaire et durable et en respectant nos obligations issues des traités internationaux. Ces accords sont un engagement politique à mener des activités d'exploration spatiale sécuritaires et durables. Toutefois, comme je l'ai mentionné lorsque nous les avons signés, il faudra poursuivre le travail au sein de l'appareil onusien pour veiller à ce que l'exploration spatiale continue de servir les intérêts de l'humanité.

Nous avons travaillé en très étroite collaboration avec les États-Unis afin que les accords Artemis renforcent les principes de nos traités spatiaux de base, en particulier le Traité sur l'espace extratmosphérique, et prévoient des lignes directrices sur la façon de mener des activités d'exploration spatiale durables et sécuritaires.

Vous verrez sur notre site Web que nous consultons actuellement les Canadiens. Nous voulons avoir leur avis. Les traités existants ont souvent été élaborés dans les années 1960 et 1970 et un grand nombre de nos activités aujourd'hui étaient inconcevables à l'époque. Nous espérons obtenir leurs commentaires pendant que nous continuons de travailler avec nos partenaires pour élaborer un cadre à long terme solide qui façonnera nos activités.

**M. Ali Ehsassi:** Merci.

Voici ma dernière question: pourriez-vous simplement nous expliquer et nous préciser de quelle façon la stratégie nationale sur l'espace 2019 guide votre travail et celui de l'Agence?

**Mme Lisa Campbell:** La stratégie contient 5 buts et 18 objectifs. Elle vise essentiellement à aider le Canada à demeurer un chef de file dans le domaine spatial en se joignant à la mission de la station spatiale lunaire Gateway dont je vous ai parlé, une initiative très emballante qui se veut la nouvelle mouture ou étape de la Station spatiale internationale.

Elle vise aussi à inciter la prochaine génération de Canadiens à s'intéresser à l'espace. Nous travaillons beaucoup avec les étudiants pour préparer la relève et stimuler leur intérêt, pas seulement comme astronaute, mais aussi comme ingénieur, avocat, gestionnaire de projets et spécialiste des technologies de l'information.

Nous voulons aussi tirer parti de l'espace pour régler des problèmes de tous les jours des Canadiens. Nous pouvons en retirer beaucoup d'avantages directs sur terre dans divers domaines: la santé, la connectivité, la sécurité et la souveraineté, la gestion des catastrophes, un meilleur accès à des aliments nutritifs, etc.

Nous voulons positionner le secteur spatial commercial du Canada pour qu'il contribue à stimuler l'économie et la création d'emplois et garantisse au Canada un rôle de chef de file dans l'acquisition et l'utilisation des données basées dans l'espace afin de soutenir l'excellence scientifique, l'innovation et la croissance économique.

Merci.

**M. Ali Ehsassi:** Merci, madame Campbell.

**La présidente:** Merci beaucoup.

[Français]

Monsieur Lemire, vous avez la parole pour six minutes.

**M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ):** Merci, madame la présidente.

Ma première question s'adresse à Mme Walden.

Tout d'abord, je vous remercie de vos efforts en français, que je tiens à souligner. Je vous en suis particulièrement reconnaissant.

J'aimerais connaître votre degré de satisfaction quant aux programmes en place.

En juin, la ministre Joly a annoncé une aide particulière pour les provinces de l'Atlantique et le Québec. Des 30 millions de dollars annoncés pour le Québec, 13,5 millions de dollars étaient destinés aux petites et moyennes entreprises de l'industrie touristique. Comme on le sait, ces dernières ont été largement touchées.

Dans votre réponse, j'aimerais que vous parliez aussi de votre satisfaction à l'égard du programme de subvention salariale. Est-ce qu'on pourrait le bonifier pour qu'il couvre l'ensemble d'une année? On sait que les entreprises touristiques tirent la majorité de leurs revenus durant l'été. Cette période est passée, et il faut que l'industrie touristique soit prête à réagir lorsque la saison 2021 arrivera.

Finalement, les mesures du FARR, c'est-à-dire le Fonds d'aide et de relance régionale, étaient-elles suffisantes?

**Mme Marsha Walden:** Excusez-moi.

[Traduction]

Il n'y a pas eu d'interprétation pour cette question. Je suis vraiment désolée.

**La présidente:** D'accord, attendez un instant. Nous allons vérifier.

Il n'y a pas eu d'interprétation pour cette question.

Quelqu'un d'autre a-t-il des problèmes avec l'interprétation?

Madame Walden, avez-vous choisi le canal « Anglais » sur la plateforme Zoom, ou avez-vous choisi « Interprétation » ou « Parquet »?

**Mme Marsha Walden:** Je suis actuellement sur « Off », et je crois qu'il s'agit du parquet.

**La présidente:** D'accord. Pour obtenir l'interprétation, vous devez choisir « Anglais ». Autrement, vous entendrez exactement ce qui se dit sur le parquet, alors si quelqu'un s'exprime en français, vous entendrez seulement le français, et si quelqu'un s'exprime en anglais, vous entendrez seulement l'anglais.

**Mme Marsha Walden:** Oh.

**La présidente:** Si vous souhaitez avoir l'interprétation du français à l'anglais, vous devez choisir le canal « Anglais ».

**Mme Marsha Walden:** Je suis désolée.

**La présidente:** Je vais donc repartir le chronomètre, car vous n'avez pas entendu l'interprétation pour la question de M. Lemire.

• (1145)

[Français]

Vous avez la parole, monsieur Lemire.

**M. Sébastien Lemire:** Je vous en remercie grandement, madame la présidente.

Tout d'abord, madame Walden, je vous félicitais pour les efforts que vous faites pour améliorer votre français. Je tenais à le faire remarquer.

Ma question concerne votre degré de satisfaction quant aux programmes en place.

En juin, le ministre Joly a annoncé plusieurs millions de dollars pour l'industrie touristique, particulièrement au Québec et dans l'Atlantique. Dans ce contexte, on parlait d'une enveloppe de 30 millions de dollars pour le Québec, dont 13,5 millions de dollars réservés aux petites et moyennes entreprises de l'industrie touristique.

À mon avis, les revenus tirés pendant la saison estivale constituent le nerf de la guerre. Cette saison a été bonne, mais il faut également préparer celle de l'année prochaine. On sait que la rentabilité économique des entreprises repose en grande partie sur la saison estivale.

Les mesures mises en place, notamment le programme de subvention salariale et le FARR, sont-elles bien adaptées à votre industrie?

Quelles mesures pourraient être prises pour bonifier l'aide aux entreprises touristiques et assurer leur survie?

**Mme Marsha Walden:** Je vous remercie de la question.

[Traduction]

L'industrie du tourisme a pu profiter d'une vaste gamme de programmes qui l'ont beaucoup aidée, qu'il s'agisse de la Subvention salariale d'urgence, qui a permis à de nombreuses entreprises partout au Canada de demeurer ouvertes en s'efforçant d'être profitables, ou encore du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, un programme de crédit très utile, et de l'Aide d'urgence pour le loyer commercial.

Tous ces programmes visaient justement à aider les petites et moyennes entreprises, qui constituent la majeure partie de l'industrie touristique, à survivre pendant ces mois de vache maigre. Comme vous l'avez dit, il y a eu quelques éléments positifs pendant l'été, mais la saison a quand même été très difficile pour la plupart des entreprises, car la capacité d'accueil des lieux d'hébergement et des restaurants était grandement réduite en raison de la distanciation sociale.

Nous pouvons nous attendre à ce que les quatre ou cinq prochains mois soient extrêmement difficiles pour notre industrie. Tous nos partenaires au pays continuent de préparer des programmes pour garantir un redémarrage très solide, tant au pays qu'à l'international, si les frontières ouvrent de nouveau et que les autorités sanitaires considèrent qu'il est sécuritaire de voyager.

Il y a eu, bien sûr, beaucoup d'activités au Canada atlantique, dont certaines ont profité d'un solide appui des programmes fédéraux, notamment de Destination Canada. Il n'existe sans doute rien pouvant régler tous les problèmes que connaît l'industrie touristique à l'heure actuelle, mais la vaste gamme de programmes offerts par le gouvernement en général a été très utile. Je pense que nous avons bon espoir de pouvoir survivre pendant les prochains mois et de connaître un bon redémarrage, si les conditions sanitaires le permettent, au début du printemps.

[Français]

**M. Sébastien Lemire:** Je vous remercie de votre réponse. Néanmoins, je demeure très inquiet au sujet de l'aide qu'on offre à ces entreprises pour payer les frais fixes. Elles sont aux prises avec un énorme défi sur le plan des liquidités. Pour plusieurs d'entre elles, les prochains mois seront déterminants pour leur survie.

Quel est le lien entre Destination Canada et les agences régionales? Quel soutien votre organisme peut-il leur donner? Je pense notamment à celle de ma région, Tourisme Abitibi-Témiscamingue, et à l'Alliance de l'industrie touristique du Québec. Ces agences doivent surmonter d'énormes défis en ce qui concerne les ressources humaines, la concertation et la recherche de sources de financement pour mettre au point des programmes touristiques dans les régions. Apportez-vous un soutien à ces agences régionales?

[Traduction]

**Mme Marsha Walden:** Vous avez raison de dire que les liquidités demeurent le problème numéro un pour les entreprises dans le secteur du tourisme auquel elles feront face au cours des prochains mois. Un manque de liquidités pour payer les frais fixes est à la base des problèmes actuels. Je sais que les associations qui représentent l'industrie comme l'Association des hôtels du Canada et l'Association de l'industrie touristique du Canada ont informé le gouvernement de leur point de vue sur la meilleure façon de maintenir l'accès à des liquidités pour l'industrie, et je sais que certaines de ces mesures d'aide sont offertes par la Banque de développement du Canada et d'autres sources.

Pour ce qui est du soutien régional, nous travaillons en très étroite collaboration avec les organismes de marketing de destinations provinciaux et territoriaux pour nous assurer de soutenir financièrement le marché intérieur, qui constitue notre meilleure façon de stimuler la demande en ce moment, et de mettre l'argent entre les mains de ceux qui pourront le mieux l'utiliser. L'été dernier, il était évident que le financement devait être accessible à un niveau hyperlocal parce que les organismes de marketing de destinations dans nos villes avaient été durement touchés par les pertes de revenus dans le secteur hôtelier, d'où ils tirent leur financement, et nous avons donc veillé à ce que les fonds soient dirigés vers les collectivités et les villes pour les aider.

Est-ce suffisant...

• (1150)

[Français]

**M. Sébastien Lemire:** Permettez-moi de vous arrêter ici, madame Walden, car j'ai une question rapide à poser à Mme Campbell.

Soit dit en passant, félicitations pour votre nomination, madame Walden.

Madame Campbell, je vous félicite également pour votre nomination.

Quelque chose dans votre allocution m'a interpellé. Vous avez parlé des agriculteurs. Selon moi, le nerf de la guerre, c'est que les agriculteurs puissent avoir accès aux images montrant l'état des champs en temps réel. Vous êtes-vous engagée à rendre accessibles ces données aux agriculteurs? Celles-ci leur sont essentielles s'ils veulent recevoir des sommes au titre des différents programmes d'assurance agricole.

**Mme Lisa Campbell:** Merci beaucoup de la question.

En effet, nous croyons que les données satellitaires représentent un énorme potentiel. Nous travaillons avec Environnement et Changement climatique Canada ainsi que Ressources naturelles Canada, et je cherche d'autres champions dans ce domaine. Tout le monde, de façon générale, a compris l'énorme potentiel...

**La présidente:** Je suis désolée, madame Campbell, mais le temps de parole de M. Lemire est écoulé. Vous aurez peut-être l'occasion de terminer cette réponse plus tard.

**Mme Lisa Campbell:** D'accord.

**M. Sébastien Lemire:** Merci.

[Traduction]

**La présidente:** M. Bachrach, qui remplace M. Masse, est le prochain intervenant.

Vous avez la parole pendant six minutes.

**M. Taylor Bachrach (Skeena—Bulkley Valley, NPD):** Merci, madame la présidente.

Comme vous l'avez mentionné, je remplace mon collègue, M. Masse. Malheureusement, je ne suis pas arrivé en temps pour les exposés, mais j'aimerais vous féliciter toutes les deux de votre nomination.

Dans la région que je représente et qui se trouve dans le nord-ouest de la Colombie-Britannique, le tourisme constitue assurément une importante part de notre économie. C'est une région du monde

d'une beauté époustouflante, et je sais que Mme Walden la connaît bien.

Ma question porte sur la réconciliation. La crise de la COVID-19 a, à bien des égards, créé des liens entre les collectivités autochtones et non autochtones pour les amener à protéger nos citoyens, mais elle a aussi, à d'autres égards, créé des tensions. Nous avons vu des nations autochtones dans le nord-ouest de la Colombie-Britannique annoncer la fermeture de leurs territoires pour protéger leurs communautés, ce qui a parfois nui à l'industrie du tourisme.

Je me demande si Mme Walden pourrait nous parler du rôle des dirigeants fédéraux, qui ont été assez silencieux lors de ces situations, pour régler ces problèmes et arriver à des compromis qui soient bons et sécuritaires pour tous.

**Mme Marsha Walden:** Il s'agit d'un sujet qui a beaucoup retenu l'attention lorsque les collectivités ont commencé à rouvrir et à accueillir des visiteurs. Chacun s'efforce d'être très à l'écoute des préoccupations des collectivités autochtones partout au pays, et je dirais que ce sont des préoccupations qu'ont toutes les collectivités. À mon avis, il n'y a pas que les collectivités autochtones qui veulent protéger leurs habitants et qui s'inquiètent pour leurs aînés ou leurs personnes âgées. Ce sont des préoccupations communes à tous les Canadiens.

Selon mon expérience en Colombie-Britannique jusqu'à maintenant, il y a un solide dialogue entre les intervenants locaux dans le secteur du tourisme et les collectivités des Premières Nations pour s'assurer que les considérations liées à la santé et la sécurité passent avant tout. En ce qui concerne la réouverture des collectivités et l'accueil des visiteurs, la négociation des échéanciers et des conditions qui conviennent à tous s'est faite de façon très amicale. Même s'il y a eu des hauts et des bas en fonction de l'évolution des conditions sanitaires dans différentes parties du pays, je pense que l'industrie a très bien réussi à veiller à ce que la santé et la sécurité des collectivités passent avant tout.

Nous avons un solide partenariat au niveau fédéral avec l'Association touristique autochtone du Canada et au niveau provincial avec d'autres associations, et je dirais que ces associations nous ont été très utiles pour orienter les discussions et veiller à ce que l'on réponde aux besoins de chacun.

• (1155)

**M. Taylor Bachrach:** Merci.

Merci, madame la présidente.

**La présidente:** Sur ce, nous allons passer à la deuxième série de questions.

Je sais que nous avons été un peu retardés à cause de difficultés techniques, mais je veux m'assurer que les gens ont la chance de poser leurs questions. Nous allons commencer par M. Cumming.

Vous avez la parole pour cinq minutes.

**M. James Cumming (Edmonton-Centre, PCC):** Merci.

Félicitations à vous deux pour vos nominations. Je vais d'abord m'adresser à Mme Walden. Pouvez-vous nous confirmer si vous avez demandé du financement supplémentaire compte tenu de ce qui s'est passé dans l'industrie et nous dire si vous êtes favorable à la demande de programme de stimulation du tourisme de l'Association de l'industrie touristique du Canada?

**Mme Marsha Walden:** Nous discutons constamment avec notre ministère des besoins de notre industrie. Nous sommes en train d'élaborer nos plans d'entreprise et nos besoins budgétaires pour l'avenir. Étant donné que ces plans sont encore à l'étude au sein du gouvernement, je ne peux pas vous en dire plus pour l'instant.

**M. James Cumming:** Je veux m'adresser à Mme Campbell.

Encore une fois, félicitations pour votre nomination. J'ai lu le plan ministériel en entier. Ce ministère est sous une nouvelle direction, la vôtre. J'ai été frappé par le fait qu'il y a beaucoup de discussions sur les ressources financières et humaines dans le plan ministériel, mais pas beaucoup sur les résultats directs des dépenses au sein du ministère, à part peut-être la valeur des exportations dans le secteur canadien. Y aura-t-il une volonté, sous votre direction, d'essayer de créer une analyse plus axée sur les résultats pour le plan ministériel?

**Mme Lisa Campbell:** En effet, nous savons que nous devons communiquer davantage avec les Canadiens sur les raisons d'investir dans l'espace, en particulier maintenant que, très franchement, le monde est aux prises avec la pandémie. Comme je l'ai mentionné dans mes remarques liminaires, nous savons que l'exploration de l'espace fait progresser la science à tous ses égards. Elle a également des avantages directs et immédiats chez nous.

Dans le domaine de la santé, par exemple, l'exploration de l'espace et l'envoi d'astronautes à la Station spatiale internationale — et bientôt sur la lune — contribuent à faire progresser la science médicale. L'espace est un milieu difficile pour notre corps, et il accélère en fait le processus de vieillissement. En étudiant comment les astronautes s'adaptent, nous avons beaucoup appris sur l'apesanteur, les problèmes cardiovasculaires, le vieillissement, l'ostéoporose et les effets psychologiques de l'isolement et de la vie en confinement. Le Canada a tiré de nombreux avantages, en particulier de son vaste territoire et de ses habitants vivant dans le Nord dans des environnements plus éloignés. Nous avons mis au point des technologies qui sont actuellement utilisées dans les centres médicaux, par exemple, des bras robotisés pour la neurochirurgie et la détection du cancer du sein, ainsi que des caméras d'astronomie qui peuvent détecter les cellules cancéreuses. Nous disposons d'un conseil consultatif sur la santé dans l'espace lointain qui nous aide à déterminer comment nous pouvons fournir des services de soins de santé dans les collectivités isolées; ces services peuvent être améliorés grâce aux leçons que nous avons tirées de l'espace.

Nous en apprenons beaucoup sur la sécurité de la gestion des urgences. Comme je l'ai déjà mentionné, les satellites servent à détecter et à gérer les phénomènes importants, notamment les inondations, les incendies de forêt et la surveillance des déversements de pétrole par les navires. Nous possédons et exploitons des satellites qui mesurent les effets des changements climatiques, surveillent l'environnement et nous aident à gérer la distribution des denrées alimentaires et la gestion des cultures. Les systèmes qui seraient essentiels pour maintenir la présence humaine dans l'espace pour la production alimentaire peuvent également être utilisés dans nos communautés éloignées.

**M. James Cumming:** Merci.

Notre temps est limité, alors je veux essayer de poser quelques questions de plus.

Je vais céder la parole à M. Nater.

**M. John Nater (Perth—Wellington, PCC):** Merci.

Merci, madame Campbell, de vous être jointe à nous.

Malheureusement, je remarque qu'il semble y avoir un certain décalage entre la stratégie spatiale de 2019 et le plan ministériel de l'Agence spatiale canadienne. Il est clair que l'un des objectifs de la stratégie spatiale est de connecter les Canadiens où qu'ils soient. Pour les communautés rurales, le réseau à large bande est un problème majeur, mais le plan ministériel n'en fait pas mention. Je suis curieux de savoir ce qu'il en est.

De plus, vous avez mentionné très brièvement les aliments nutritifs et l'accès à ceux-ci. Il est certain que des groupes de l'Université de Guelph font un travail exceptionnel dans des environnements difficiles et différents, mais il n'en est pas fait mention dans le plan ministériel. Souvent, si nous ne mesurons pas quelque chose, si nous n'en faisons pas une priorité, nous n'obtiendrons pas les résultats escomptés. Je suis curieux de savoir pourquoi des thèmes comme la connexion des Canadiens au moyen de la large bande en milieu rural ou la culture d'aliments nutritifs — qui est un domaine dans lequel les Canadiens ont une grande expertise — ne sont pas mentionnés dans le plan ministériel.

**Mme Lisa Campbell:** Nous avons pour principaux mandat et mission l'utilisation et l'exploration pacifiques de l'espace. Côté connectivité, c'est vraiment Innovation, Sciences et Développement économique Canada qui est à la tête de ce projet. Comme je l'ai dit plus tôt, nous encourageons une plus grande utilisation, collecte et production de données spatiales, car nous savons que, non seulement au Canada, mais dans le monde entier, ces données sont de plus en plus essentielles dans de nombreux services, par exemple, la gestion du climat, l'agriculture et la production alimentaire. L'industrie nous fait part de ses commentaires. Nous venons de faire une journée de l'industrie sur l'observation de la terre depuis l'espace. À cette occasion, nous avons entendu les représentants du secteur spatial dire qu'ils veulent avoir un meilleur accès aux données, tant au Canada pour les aider à innover qu'au niveau mondial pour vendre leurs marchandises.

Merci.

• (1200)

**La présidente:** Merci beaucoup.

Nous allons maintenant entendre M. Erskine-Smith.

La parole est à vous pour cinq minutes. J'aimerais vous rappeler que lorsque vous voyez les drapeaux, c'est qu'il vous reste 30 secondes avant de terminer.

Merci.

**M. Nathaniel Erskine-Smith (Beaches—East York, Lib.):** Merci, madame la présidente.

Premièrement, félicitations à vous deux pour vos nominations.

Je suis bien sûr d'accord avec mon collègue conservateur pour dire que nous avons besoin de procéder à des tests rapides pour que nos économies rouvrent de manière plus sécuritaire. Cependant, le 10 août dernier, Charlotte Bell, présidente de l'Association de l'industrie touristique du Canada, est venue nous voir et a déclaré que le secteur du tourisme était le premier et le plus durement touché par la pandémie et qu'il sera le dernier à se rétablir. Je trouve parfois frustrant que certains laissent entendre que c'est la faute du gouvernement plutôt que celle de la pandémie, surtout quand on voit la première recommandation que Mme Bell nous a faite le 10 août. Elle recommandait qu'on prolonge la subvention salariale jusqu'à l'été prochain, précisément ce que le gouvernement a fait. Elle faisait aussi la recommandation suivante: « Dans la situation actuelle, il faut offrir aux Canadiens des incitatifs pour visiter leur propre pays ».

Madame Walden, lorsque vous examinez votre propre approche à Destination Canada pour encourager les Canadiens à voyager au pays, comment pouvons-nous soutenir ces activités?

**Mme Marsha Walden:** Il est certain qu'en tant que Canadiens, nous avons tous la possibilité de démontrer par nos propres comportements qu'il est possible de voyager en toute sécurité. Dans chaque région du pays, les avis de santé sont un peu différents, aussi saisissons-nous les occasions qui se présentent. À l'échelle nationale, nous avons la possibilité de raviver et de relancer notre économie touristique. Si l'on considère que les Canadiens consacrent près de 40 milliards de dollars par an aux voyages à l'étranger — c'est-à-dire qu'ils dépensent leur argent dans d'autres parties du monde —, cette somme pourrait à elle seule contribuer largement à nous faire regagner le terrain perdu chez nous.

Nous nous attendons à ce que les voyages à l'intérieur du pays soient notre meilleur débouché et le plus accessible. Voilà pourquoi nous collaborons avec tous nos partenaires clés aux échelons provincial, territorial et municipal pour nous assurer d'encourager les voyages au Canada en premier.

**M. Nathaniel Erskine-Smith:** Merci, madame Walden. Je m'excuse, mais je suis à court de temps et je céderai la parole à Mme Lambropoulos après avoir posé une question à Mme Campbell.

J'entends mes collègues conservateurs s'interroger sur les débouchés commerciaux. Qu'en est-il des avantages non liés à l'espace, que ce soit dans le domaine de la large bande ou autre?

En ce qui concerne les accords Artemis, vous avez bien précisé dans vos commentaires les activités spatiales commerciales. Je n'ai pas été clair à ce sujet, mais dans le communiqué publié le 29 octobre, en ce qui concerne les 3,3 millions de dollars de financement de l'Agence spatiale canadienne, il est dit: « Ces technologies novatrices ouvriront des débouchés et permettront au secteur spatial canadien de se tailler une place dans la future économie créée par l'exploration de la Lune. »

Pourriez-vous nous expliquer vos priorités en ce qui concerne les activités commerciales, par rapport au mandat principal de l'exploration spatiale et de la mission lunaire en particulier pour 2024?

**Mme Lisa Campbell:** Merci beaucoup. C'est une excellente question.

Je pense que vous faites peut-être allusion au Programme d'accélération de l'exploration lunaire. On y consacre 150 millions de dollars sur cinq ans, en conjonction avec notre participation au projet de station lunaire. C'est vraiment notre manière de fonctionner.

Comme nombre de nos activités sont à la fine pointe de la science et de la technologie, nous savons que nous devons soutenir les entreprises.

Le secteur spatial est constitué en grande partie de petites et moyennes entreprises — très innovantes — qui ont besoin de notre aide au début pour former une solide chaîne d'approvisionnement qui attirera ensuite les grandes entreprises du Canada et du monde entier. Si vous regardez notre contrat pour le Canadarm avec la société MDA, vous verrez qu'il consiste notamment à appliquer la politique de retombées technologiques industrielles pour garantir qu'une grande partie du travail se déroule ici au Canada. En ce qui concerne la mission de la constellation RADARSAT, 125 entreprises dans sept provinces y participent.

Nous essayons vraiment de nous assurer que nous investissons constamment dans la recherche et la science de pointe afin que tout soit prêt lorsque ces occasions se présenteront.

Merci.

**Mme Emmanuela Lambropoulos (Saint-Laurent, Lib.):** Je vais simplement poser une question brève.

Premièrement, félicitations à vous, madame Campbell, et à vous, madame Walden, pour vos nominations.

J'ai aussi consulté votre rapport intitulé *État de l'industrie* et j'ai constaté que les choses s'amélioreront évidemment en fonction de l'évolution des traitements et des vaccins. Je crois que pour que l'économie se rétablisse complètement, il faudra que suffisamment de personnes aient reçu le vaccin quand nous l'aurons. C'est la seule façon. Je pense que tout le monde s'entend sur ce point.

Je me demande, madame Walden, si vous pourriez travailler avec les industries, ou du moins les encourager, pour essayer de faire en sorte que les gens se fassent vacciner ou que le vaccin soit obligatoire dans certains secteurs. Les personnes à qui j'ai parlé savent toutes que nous devons obtenir le vaccin et que la plupart des gens doivent se faire vacciner, mais la plupart d'entre eux ne le feraient pas eux-mêmes.

Je me demande ce que vous en pensez.

● (1205)

**La présidente:** Soyez très brève.

**Mme Marsha Walden:** Je pense que le plus important est de rétablir la confiance dans les voyages. Les gens ont besoin de se sentir en sécurité pour continuer à voyager, pour prendre l'avion, pour rester à l'hôtel. Ce serait notre première préoccupation.

**La présidente:** Merci beaucoup.

Malheureusement, c'est tout le temps que vous aviez.

[Français]

Monsieur Lemire, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

**M. Sébastien Lemire:** Merci, madame la présidente. Deux minutes et demie, c'est assez court.

J'aimerais demander à Mme Campbell si elle veut ajouter quelque chose sur la question des agriculteurs. Je la lui ai posée rapidement, parce que j'avais peur que le deuxième tour n'ait pas lieu.

En même temps, je souhaiterais que vous me parliez du lien qu'entretient l'Agence spatiale canadienne avec les industries québécoises et canadiennes. Vous avez parlé un peu de la recherche dans le milieu universitaire. Qu'est-ce que cela apporte sur le plan du PIB du Canada? Y a-t-il vraiment une politique d'approvisionnement auprès de nos industries?

**Mme Lisa Campbell:** Merci beaucoup de vos questions.

En réponse à votre question sur l'agriculture, je vais vous donner un exemple. FarmersEdge, une compagnie de Winnipeg, prend les données satellitaires et les combine avec d'autres données recueillies sur terre pour atteindre une plus grande précision en agriculture. Cela permet aux agriculteurs d'obtenir plus de produits en fournissant moins d'efforts et en utilisant moins de ressources comme l'eau et les fertilisants. Ce sont les mêmes données que celles utilisées par Agriculture Canada. Cela permet à cette compagnie d'être plus efficace.

Quant aux compagnies québécoises, j'ai parlé de la politique sur les bénéfices industriels. Nous fournissons tous les efforts nécessaires lors de chaque approvisionnement et par l'entremise de nos fonds d'innovation pour soutenir les petites et moyennes entreprises canadiennes.

Comme vous le savez peut-être, nous sommes situés à Saint-Hubert. Il faut savoir que 90 % de nos employés sont dans la région. C'est aussi mon cas: je viens de déménager de l'Île-du-Prince-Édouard à Saint-Bruno. Par ailleurs, c'est merveilleux de voir les compagnies qui ont une expertise en intelligence artificielle bénéficier directement de ce que nous faisons. Nous le constatons chaque jour. Cette semaine, je parlais avec des gens d'une compagnie qui a connu une croissance de 100 %. Cette entreprise est ici, au Québec, et a des clients partout dans le monde. Cela nous rend très fiers.

**M. Sébastien Lemire:** Vous avez mentionné aussi que la troisième version du bras canadien était en cours d'élaboration. Cela a piqué ma curiosité. Quel est l'objectif? À quoi peut-on s'attendre de ce côté?

**Mme Lisa Campbell:** Ce projet fait appel à toute notre expertise en robotique. Je ne sais pas si vous avez eu la chance de regarder le projet Gateway. Cette station spatiale lunaire se trouvera à 400 000 kilomètres de la Terre. Des astronautes seront à bord de la station pendant 30 jours, mais, par la suite, elle ne sera pas habitée. Le Canadarm3 pourra faire diverses réparations et manoeuvres et soutenir la station spatiale Gateway quand il n'y aura aucun humain à bord.

Ce que nous ferons sera très impressionnant, et c'est grâce à toute l'expertise que nous avons acquise. Nous sommes en train de voir les fruits de nos investissements. C'est un vrai signe de confiance de la part de nos partenaires internationaux.

**M. Sébastien Lemire:** Merci.

Encore une fois, je vous souhaite un bon mandat.

**La présidente:** Merci beaucoup.

[Traduction]

Notre prochain intervenant sera M. Bachrach. La parole est à vous pour deux minutes et demie.

**M. Taylor Bachrach:** Merci beaucoup, madame la présidente.

Madame Campbell, encore une fois, je vous offre toutes mes félicitations.

Je m'interroge sur deux questions relatives aux satellites, la principale étant probablement celle des satellites en orbite basse et leur potentiel pour fournir des services à large bande en milieu rural dans des régions comme celle que je représente. La seconde est qu'il y a actuellement un satellite de communication géré par Télésat qui fournit des services Internet au nord-ouest de la Colombie-Britannique et à d'autres régions rurales du Canada et dont le service sera interrompu à la fin du mois de décembre. Pourriez-vous nous faire part de vos commentaires sur ces deux points et sur la meilleure façon d'utiliser les programmes de satellites pour fournir un service à large bande en milieu rural?

• (1210)

**Mme Lisa Campbell:** Je vais répéter ce que j'ai dit précédemment, à savoir que notre mandat principal est l'exploration spatiale. Les satellites en orbite basse, et les satellites en général, sont évidemment des domaines qui nous intéressent vivement pour les données qu'ils génèrent. La connectivité est l'un des avantages importants. Télésat est une communauté commerciale, et elle est très active dans cet espace, comme vous le savez. La connectivité pour les Canadiens est évidemment quelque chose d'important, nous le savons. Nous le constatons par notre travail, et la pandémie a malheureusement mis en lumière certains de ces problèmes, comme nous l'avons même constaté ici aujourd'hui. Nous souhaitons vivement élargir les utilisations potentielles des données satellitaires, comme je l'ai mentionné.

**M. Taylor Bachrach:** Merci pour la précision.

De retour à vous, madame la présidente.

**La présidente:** Merci beaucoup.

La parole est maintenant à M. Nater pour cinq minutes.

**M. John Nater:** Merci, madame la présidente.

Merci encore à nos témoins.

Je veux assurer un suivi. Encore une fois, je comprends ce dont parlait M. Bachrach, les points que j'ai soulevés plus tôt, et le fait que ceux-ci ne font peut-être pas partie des compétences de base de l'Agence spatiale canadienne, mais il est évident que les satellites sont un point d'intérêt pour l'Agence spatiale canadienne. Nous entendons parler d'importants investissements gouvernementaux dans Télésat, par exemple, mais nous voyons qu'au sud de la frontière, SpaceX semble dévorer toutes les autres. Cet organisme est prêt à actionner un interrupteur et à fournir l'Internet à haut débit à de vastes régions du Canada dès demain, alors que d'autres entreprises canadiennes n'en sont pas encore là. Je suis curieux d'avoir votre avis sur la position de notre industrie par rapport à la concurrence mondiale et de savoir si nous sommes à la traîne ou non.

**Mme Lisa Campbell:** Nous devons créer un cadre réglementaire favorable; il doit être favorable aux entreprises spatiales et aux entreprises canadiennes. Nous estimons que le cadre actuel est un peu dépassé. Il doit être plus facile pour les gens d'accéder à des données de haute qualité afin de pouvoir les utiliser. Les gens nous demandent souvent pourquoi nous devons encore investir dans la construction et l'achat de satellites. Notre constellation RADAR-SAT actuelle est bonne jusqu'en 2026, après quoi nous voudrions réfléchir à la prochaine option. Nous avons octroyé des contrats à des entreprises pour nous aider dans cette tâche, alors leurs employés y réfléchissent actuellement et ils nous soumettront des propositions.

Nous savons qu'il s'agit d'un domaine où la présence des gouvernements est nécessaire, parce que nombre de ces données sont utilisées par le public. De plus, de nombreux pays observent d'énormes retours sur investissement en ouvrant les données, en les mettant à la disposition des entreprises et en constatant ensuite de nombreux avantages en aval. Il est également vrai, cependant, comme vous le soulignez, que les entreprises commerciales entrent dans cet espace et créent beaucoup de données qu'elles vendent et commercialisent ensuite. Néanmoins, nous constatons dans le monde entier que ces deux phénomènes se produisent en même temps, car ils ont des utilisations finales différentes. Nous voulons que le Canada soit bien placé pour participer à ce qui est vraiment une nouvelle économie spatiale. Ma collègue Mme Preville a qualifié les données de « nouvelle bête de somme de l'espace ».

**M. John Nater:** Je vous remercie pour votre réponse. Je dirais que nous avons besoin d'une structure réglementaire à jour pour faire face à cette situation, car je pense qu'en ce moment même, nous bloquons l'entrée de SpaceX, par exemple, sur le marché canadien, ce qui aurait été bénéfique...

Je crois que tout le monde ici préférerait voir les entreprises canadiennes prendre les devants dans ce domaine, mais lorsqu'une entreprise américaine est capable de fournir le produit dont des millions de Canadiens ont besoin, je trouve regrettable que notre environnement réglementaire l'en empêche. Ce n'est pas une question, c'est plutôt un commentaire, mais je voudrais passer à une question.

Le projet de station lunaire est évidemment une priorité majeure pour l'agence. Il s'agit d'un énorme investissement de 2,05 milliards de dollars sur 24 ans, je crois, et c'est manifestement une priorité pour l'agence spatiale. Cependant, comme dans tout, quand on se concentre sur une chose, on délaisse évidemment les autres priorités, disons. Encore une fois, je veux revenir à la culture de bons aliments nutritifs. Dans quelle mesure l'important investissement dans le projet de station lunaire nous oblige-t-il à réduire notre investissement dans les conditions de croissance dans des climats rigoureux? Je pense que le Canada a beaucoup d'expertise dans ce domaine. Il me semble toutefois que nous sommes à la traîne dans ce dossier alors que nous misons sur la robotique et le développement du programme des astronautes.

Sans dire que nous négligeons ces questions, je veux juste savoir si nous leur accordons une priorité moindre en nous concentrant sur la robotique et la mission lunaire.

• (1215)

**Mme Lisa Campbell:** Je vous remercie.

En fait, les données sont l'une de nos priorités. Nous nous assurons de libérer le potentiel économique qu'offrent les données satellitaires, à la fois dans les domaines où nous avons l'habitude de les voir et dans beaucoup d'autres aussi. Je veux dire qu'il y a probablement des applications que nous n'avons même pas encore envisagées, mais une fois que nous aurons débloqué les données et que nous les aurons mises à la disposition des entreprises, ces entreprises nous reviendront avec des solutions.

Nous devons cependant établir des priorités et miser sur nos points forts, et nous savons que pour nous, au Canada, c'est la robotique. C'est l'intelligence artificielle. C'est notre expertise en matière de soins de santé. Nous nous présentons à la table avec quelque chose qui a une valeur énorme pour nos partenaires inter-

nationaux, et c'est ce qui explique pourquoi ils ne cessent de nous demander de revenir.

Merci.

**M. John Nater:** Merci.

Merci, madame la présidente. Je vous ai vu brandir la bannière de 30 secondes à mon intention, ce qui signifie que je ne peux vraiment pas passer à la prochaine série de questions, si ce n'est pour remercier nos témoins et les informer qu'il y a chez moi un futur astronaute de quatre ans qui s'intéresse beaucoup au travail que vous faites.

Merci encore de vous être joints à nous.

**La présidente:** Merci beaucoup, monsieur Nater.

Notre dernière série de questions sera menée par la députée Jacek.

Vous avez la parole pour cinq minutes.

**Mme Helena Jacek (Markham—Stouffville, Lib.):** Merci beaucoup, madame la présidente. Je vais partager mon temps de parole avec le député Jowhari.

Félicitations aux deux nommées.

Ma question s'adresse à Mme Walden. Je dois avouer que je n'avais jamais entendu parler de la Commission canadienne du tourisme ou de Destination Canada avant la réunion d'aujourd'hui. De toute évidence, vous avez une longue feuille de route avec Destination British Columbia, et je suis certaine que, dans ce rôle, vous vous êtes employée à tenter d'attirer le tourisme international dans la « Beautiful British Columbia ».

Ma question est très simple. Quelle valeur l'organisme Destination Canada ajoute-t-il aux efforts individuels des provinces et des municipalités, à ces efforts que nous connaissons bien, je pense? Dans votre nouveau rôle, à part, bien sûr, les difficultés découlant de la COVID, voyez-vous d'autres domaines où Destination Canada pourrait intervenir pour appuyer les efforts locaux?

**Mme Marsha Walden:** Merci beaucoup de cette question.

L'écosystème du tourisme est très complexe. Il est composé de différents partenariats de partout au pays et, en fait, de partout dans le monde. Lorsque j'étais à Destination British Columbia, qui était l'un des partenaires provinciaux d'Équipe Canada, nous avons beaucoup travaillé avec Destination Canada et nos homologues provinciaux et territoriaux afin d'assurer que les chevauchements susceptibles d'exister étaient productifs.

Nous sommes l'entité de référence pour le marketing international. Nous travaillons avec nos partenaires pour veiller à ce que les intérêts spécifiques de nos programmes provinciaux et territoriaux de stimulation de la demande soient représentés. Habituellement, ces partenaires investissent dans des programmes que nous faisons rayonner à l'échelle internationale, où nous avons des relations avec des filières névralgiques dans les principaux marchés internationaux. Ces programmes se sont avérés extrêmement bénéfiques pour le Canada dans son ensemble, mais aussi pour certaines régions particulières du pays.

Pour ce qui est de notre rôle futur, l'un des éléments clés pour faire en sorte que nous soyons une destination concurrentielle dans un monde où la croissance fait ou faisait partie intégrante de notre avenir a été de nous assurer que nous avons sur le terrain un produit qui restait concurrentiel, qui restait innovant et qui répondait jour après jour aux besoins changeants des voyageurs. C'est à cet égard que nous anticipons un rôle stratégique plus important pour Destination Canada. Nous devons prendre les informations sur la demande et les renseignements commerciaux dont nous disposons et aider l'industrie à comprendre où les secteurs privé et public peuvent se rencontrer pour rendre notre produit plus concurrentiel sur le terrain. Ce sera un nouveau domaine pour nous, mais nous le percevons comme étant essentiel à notre compétitivité en tant que nation.

**Mme Helena Jaczek:** Nous passons maintenant au député Jowhari.

**M. Majid Jowhari (Richmond Hill, Lib.):** Merci à mes collègues.

Encore une fois, félicitations à vous deux.

Madame Campbell, lors de la dernière session parlementaire, ce comité a entendu des témoignages sur la façon dont les investissements étrangers peuvent saper notre sécurité nationale et faire reculer l'innovation. En tant qu'avocate qui s'est fait un nom dans le domaine des marchés publics de la défense et de l'évaluation des fusions — et vous avez également souligné le fait que les données font également partie de vos compétences —, pensez-vous que le cadre législatif du Canada et son administration offrent une protection suffisante contre les investissements étrangers?

• (1220)

**Mme Lisa Campbell:** C'est une grande question. En ma qualité actuelle de présidente de l'Agence spatiale canadienne, je dirai que

nous considérons les données comme étant un aspect inhérent de la souveraineté. Elles font partie de notre sécurité. Le fait de comprendre notre vaste territoire, d'être les propriétaires des données qui concernent notre territoire et d'être en mesure d'utiliser ces données nous aide à soutenir les gens où qu'ils soient, d'un océan à l'autre.

Nous savons également qu'il est important d'être présents dans l'espace avec nos alliés. Nous encourageons l'utilisation et l'exploration pacifiques de l'espace. Nous savons que tous les pays ne le voient pas de cette façon. C'est pourquoi nous souscrivons à des choses comme les accords Artemis, qui, à notre avis, sont conformes au droit international dans ce domaine. Nous allons poursuivre notre travail. Le Canada occupe une place très spéciale dans le monde. Nous avons une crédibilité et nous devons la préserver. Par conséquent, nous ne ménages pas nos efforts pour maintenir une présence internationale. Nous le faisons dans l'intérêt des Canadiens, certes, mais aussi dans celui du monde entier.

Merci.

**M. Majid Jowhari:** Je vous remercie.

**La présidente:** Merci beaucoup.

Notre temps pour cette partie de la réunion est terminé. J'aimerais remercier nos témoins d'avoir été là aujourd'hui. J'en profite pour souhaiter la bienvenue à Mme Campbell sur la rive sud de Montréal, qui est l'endroit d'où je viens. J'ai hâte de visiter l'Agence spatiale canadienne.

J'aimerais remercier tous ceux qui étaient là aujourd'hui.

Nous allons suspendre la séance afin de nous préparer au deuxième segment de notre réunion.

*[La séance se poursuit à huis clos.]*





Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>